

Modèles de Violence Électorale pendant la Crise du Troisième Mandat de la Côte d’Ivoire

Sebastian van Baalen^{*}

Abel Gbala[†]

Université d’Uppsala
Suède

Chercheur indépendant
Côte d’Ivoire

19 juillet 2023

Résumé

Près de dix ans après la crise post-électorale de 2011, la Côte d’Ivoire a de nouveau organisé des élections marquées par des violences électorales. La crise du troisième mandat a tourné autour de la candidature controversée du président Alassane Ouattara et a fait au moins 83 morts et 633 blessés. Cette note s’appuie sur un nouvel ensemble de données sur la violence électorale et sur des recherches de terrain pour analyser les dynamiques de violence pendant la crise, et distinguer la violence électorale disruptive liée à la campagne de l’opposition pour faire échouer l’élection de la violence électorale sporadique liée à la tension électorale générale. Les résultats montrent que la violence sporadique a été beaucoup plus meurtrière que la violence disruptive et qu’elle n’a qu’un faible lien avec le clivage politique national. La violence sporadique était souvent motivée par des conflits locaux préexistants liés aux ressources, à la vengeance, aux rumeurs et à la désinformation, ainsi qu’à la manipulation des élites. Cette note apporte de nouvelles connaissances sur les facteurs locaux de la violence électorale en Côte d’Ivoire et met en garde contre le fait que considérer les communautés locales uniquement comme des victimes des rivalités entre élites peut amener les décideurs à négliger d’importants facteurs de risque.

Cet article est une traduction d’un article original publié dans *African Affairs* : Sebastian van Baalen and Abel Gbala, “Patterns of electoral violence during Côte d’Ivoire’s third-term crisis”, *African Affairs* (online first), DOI : [10.1093/afraf/adad020](https://doi.org/10.1093/afraf/adad020)

^{*}Auteur correspondant. E-mail: sebastian.van-baalen@pcr.uu.se

[†]E-mail: gbalaabel@gmail.com

1 Introduction

Près de dix ans après la crise post-électorale de 2011 qui avait fait quelque 3 000 morts,¹ la Côte d’Ivoire a tenu de nouvelles élections, elles aussi entachées de violences généralisées, en octobre 2020. La crise du troisième mandat a commencé le 6 août 2020, lorsque le président Alassane Ouattara a annoncé qu’il se présentait pour un troisième mandat, ce que l’opposition a jugé inconstitutionnel.² L’annonce du président Ouattara, ainsi que la disqualification par le Conseil constitutionnel de 40 candidats sur 44 et les irrégularités liées à l’inscription sur les listes électorales, ont provoqué la colère de l’opposition.³ Lorsque les efforts pour sortir de l’impasse ont échoué, les leaders de l’opposition Henri Konan Bédié et Affi Pascal N’Guessan ont renoncé au dialogue et ont appelé leurs partisans à s’engager dans la « désobéissance civile » et à boycotter l’élection présidentielle. Lors d’une conférence de presse tenue le 15 octobre, Henri Konan Bédié et Affi Pascal N’Guessan ont demandé à leurs partisans de « s’abstenir de participer » au processus électoral et « d’empêcher la tenue de toute opération liée au scrutin ». ⁴ Bien qu’ils aient demandé à leurs partisans de rester pacifiques, des incidents de violence électorale ont accompagné la campagne de désobéissance civile, faisant au moins 83 morts et 633 blessés.⁵ De plus, le 3 novembre 2020, le HCR estimait que 3 200 Ivoiriens avaient fui le pays pour échapper à la violence.⁶ Cette situation a perduré pendant plusieurs mois et ne s’est désamorcée qu’en novembre 2020, lorsque le dialogue politique entre le président Ouattara et l’opposition a calmé la situation.⁷

Cette publication analyse les dynamiques de violence électorale pendant la crise du troisième mandat en Côte d’Ivoire. Par violence électorale, nous entendons les actes violents ou

1. Human Rights Watch, « “They killed them like it was nothing” : The need for justice for Côte d’Ivoire’s post-election crimes » (Human Rights Watch, New York, 2011), p. 25.

2. Richard Banégas et Camille Popineau, « The 2020 Ivorian elections and the “third-term” debate : A crisis of “Korocracy” ? », *African Affairs* 120, 480 (2021), pp. 461–477, p. 463.

3. *International Election Observation Mission (IEOM) : Côte d’Ivoire 2020* (Electoral Institute for Sustainable Democracy in Africa et The Carter Center, Abidjan, 2020), pp. 1–2.

4. *France24*, « Ivory Coast opposition candidates to boycott electoral process », 15 octobre 2020, <<https://www.france24.com/en/20201015-ivory-coast-presidential-campaigning-begins-amid-violent-demonstrations>> (15 novembre 2022).

5. Estimation basée sur les données de Sebastian van Baalen, « Polls of fear : Electoral violence, incumbent strength, and voter turnout in Côte d’Ivoire », *Journal of Peace Research* (en ligne d’abord), DOI : [10.1177/00223433221147938](https://doi.org/10.1177/00223433221147938).

6. *UN News*, « Côte d’Ivoire : UN reports 3,000 flee abroad amid electoral violence », 3 novembre 2020, <<https://news.un.org/en/story/2020/11/1076762>> (24 janvier 2023).

7. Banégas et Popineau, « The 2020 Ivorian elections and the “third-term” debate », pp. 473–474.

coercitifs qui sont « substantiellement liés à un processus électoral ou à son résultat », ⁸ en l'occurrence l'élection présidentielle de 2020. Notre objectif principal est d'élucider les dynamiques de *violence* électorale plutôt que d'analyser les raisons ayant mené à la crise du troisième mandat. Les analyses existantes de la crise du troisième mandat en Côte d'Ivoire soulignent comment les rivalités politiques entre le président Ouattara et les leaders de l'opposition Bédié et N'Guessan ont alimenté les tensions électorales qui ont provoqué la violence. ⁹ Selon ces analyses, la campagne de désobéissance civile menée par l'opposition pour empêcher l'élection présidentielle et les manipulations politiques de la classe dirigeante sont à l'origine des violences électorales. L'un des principaux moyens de prévenir de nouvelles violences consisterait alors à convaincre ces dirigeants vieillissants de se retirer et de laisser la place à une nouvelle génération.

Notre rapport complète ces analyses existantes en expliquant comment les rivalités entre élites dans la sphère politique ont engendré de la violence électorale sur le terrain. Les chercheurs spécialisés dans les guerres civiles reconnaissent depuis longtemps que la dynamique locale de la violence ne correspond pas toujours au principal clivage politique national et que les rumeurs, les vendettas personnelles et les conflits préexistants sont souvent mêlés à la violence des guerres civiles. ¹⁰ En adoptant un angle de vue similaire pour la violence électorale, ¹¹ nous faisons la distinction entre la violence électorale *disruptive*, qui vise à empêcher ou à entraver l'élection présidentielle, et la violence électorale *sporadique*, qui n'a pas d'intention stratégique claire et qui émerge plutôt en raison des tensions électorales accrues entre les camps opposés. ¹² Cette distinction révèle que les violences sporadiques déclenchées par la candidature du président Ouattara à un troisième mandat (mais n'ayant qu'un faible lien avec celle-ci) ont été à l'origine des incidents violents les plus graves de la crise. Nous démontrons au contraire que ces violences sporadiques étaient souvent motivées par des conflits locaux

8. Hanne Fjelde et Kristine Höglund, « Introducing the Deadly Electoral Conflict Dataset (DECO) », *Journal of Conflict Resolution* 66, 1 (2022), pp. 162–185, p. 163.

9. Pour une analyse politique de la crise du troisième mandat, voir Banégas and Popineau, « The 2020 Ivorian elections and the “third-term” debate ».

10. Stathis N Kalyvas, « The ontology of “political violence” : Action and identity in civil wars », *Perspectives on Politics* 1, 3 (2003), pp. 475–494 ; Stathis N Kalyvas, *The logic of violence in civil war* (Cambridge University Press, Cambridge, 2006).

11. Pour d'autres applications de cette école de pensée à la violence électorale, voir par exemple Mimmi Söderberg Kovac et Jesper Bjarnesen (eds), *Violence in African elections : Between democracy and Big Man politics* (Zed Books, London, 2018) ; Kathleen Klaus, *Political violence in Kenya : Land, elections, and claim-making* (Cambridge University Press, Cambridge, 2020).

12. Distinction par rapport à Stephanie M Burchard, *Electoral violence in sub-Saharan Africa : Causes and consequences* (Lynne Rienner, Boulder, 2015), pp. 12–14.

préexistants portant sur l'accès à certaines ressources, des vengeances pour des crimes passés, des rumeurs et de la désinformation, ainsi que des manipulations par les élites régionales et municipales. Ce faisant, nous soulignons que les dynamiques locales sont essentielles pour comprendre la violence électorale en Côte d'Ivoire, et nous mettons en garde contre le fait que considérer les communautés locales uniquement comme des victimes des rivalités des élites nationales peut amener les décideurs à négliger d'importants facteurs de risque.

Nous commençons par distinguer la violence électorale disruptive, liée à la campagne de l'opposition visant à faire échouer l'élection, de la violence électorale sporadique, moins directement liée à la tension électorale générale. Nous orientons ensuite notre analyse vers cette violence sporadique et examinons les facteurs locaux responsables de la violence électorale. Enfin, nous discutons la perspective d'élections pacifiques dans un avenir proche. Le rapport est basé sur une combinaison de documentation secondaire, d'enquête de terrain menée en Côte d'Ivoire en 2022, et d'un ensemble de données sur les événements de violence électorale couvrant la période du 1^{er} août 2020 au 30 novembre 2020.¹³ L'enquête de terrain inclut 37 entretiens semi-structurés avec des universitaires, des représentants de la société civile, des journalistes, des politiciens, des leaders de la jeunesse et des personnes impliquées dans la violence,¹⁴ ainsi que 20 exercices de cartographie de la violence électorale.¹⁵ Nous utilisons ces entretiens pour fournir une vue d'ensemble des principaux facteurs de violence. En outre, nous nous appuyons sur les connaissances de la politique ivoirienne acquises au cours de plusieurs séjours de recherche plus longs entre 2017 et 2023.¹⁶

13. Pour une description de l'ensemble de données et du livre des codes, voir Van Baalen, « Polls of fear ». L'ensemble de données est basé sur des rapports d'actualité identifiés dans la base de données Factiva, des rapports sur l'observation des élections et les droits de l'homme, et des événements vérifiés manuellement dans d'autres ensembles de données. La stratégie complète d'échantillonnage des données est décrite dans le livre de code.

14. Nous avons sélectionné les personnes interrogées sur la base de leur expertise ou de leur expérience personnelle en matière d'élections et de violence électorale, et nous avons eu recours à un échantillonnage en boule de neige pour identifier d'autres personnes à interroger. Tous les entretiens ont été menés en anglais ou en français. L'enquête sur le terrain a reçu l'approbation éthique de l'Autorité consultative d'éthique (« Etikprövningsmyndigheten ») le 29 août 2022 (numéro de référence 2022-03682), et a été approuvée par le Ministère ivoirien de l'Intérieur le 23 septembre 2022 (numéro de référence 1649).

15. Les exercices de cartographie de la violence électorale ont consisté à utiliser des cartes vierges pour permettre aux experts interrogés d'identifier les points chauds de la violence et de réfléchir aux dynamiques de violence.

16. Sebastian van Baalen mène des recherches sur la politique et la violence ivoiriennes depuis 2016 et a passé dix mois à faire des recherches sur le terrain en Côte d'Ivoire. Il a publié plusieurs articles académiques et rapports politiques sur les élections ivoiriennes et la crise politico-militaire. Abel Gbala a effectué des recherches sur des sujets similaires depuis 2016 et a mené à la fois des entretiens approfondis et des enquêtes

2 Violences électorales disruptives et sporadiques

Les violences électorales de 2020 peuvent être classées en deux catégories distinctes en fonction de la motivation probable des actes (Tableau 1). Une première série d'événements violents présente les caractéristiques de la violence disruptive, c'est-à-dire une violence dont l'objectif déclaré ou présumé est d'empêcher la tenue d'une élection, de perturber le processus de vote ou de renverser le résultat électoral.¹⁷ Comme nous ne pouvons pas saisir la motivation sous-jacente de la violence, nous l'avons considérée comme disruptive lorsque les participants eux-mêmes ont déclaré qu'elle visait à perturber l'élection (un processus courant lors des manifestations violentes contre la candidature du président Ouattara à un troisième mandat et l'érection de barrages routiers pour entraver les procédures de vote) ou lorsque la violence a ciblé les institutions électorales telles que les bureaux de vote et l'infrastructure électorale. La violence disruptive représente 193 événements violents (66 %) dans notre ensemble de données. Cette violence a été exacerbée par l'état d'urgence instauré par la loi Covid-19, qui a permis au gouvernement de modifier le code électoral par décret¹⁸ et d'interdire tous les rassemblements publics, permettant ainsi à la police de disperser les manifestations de l'opposition.¹⁹ Pourtant, bien que cette violence ait été très efficace pour perturber le processus électoral – quelque 1 052 bureaux de vote n'ont jamais ouvert et le taux de participation est resté faible²⁰ – la violence disruptive elle-même n'a causé que peu de morts ou de blessés. Ainsi, notre enquête ne trouve pas de preuve évidente que la violence directement liée à la campagne de désobéissance civile ait été la cause principale du nombre total de victimes.

Les dynamiques temporelles et spatiales suggèrent que la violence électorale disruptive était principalement liée aux rivalités entre les élites pour la candidature du président Ouattara à un troisième mandat. Les deux panneaux supérieurs de la Figure 1 montrent le nombre d'incidents de violence électorale disruptive et de victimes (personnes tuées et blessées) par jour. Une première vague de violence disruptive liée aux manifestations contre le troisième mandat a éclaté en août 2020, lorsque le président Ouattara a annoncé pour la première fois sa candidature à un troisième mandat. Une deuxième vague a débuté en octobre 2020, lorsque l'opposition a lancé sa campagne de désobéissance civile. Bien que les acteurs affiliés à l'op-

de terrain sur des sujets liés à cet article.

17. Burchard, *Electoral violence in sub-Saharan Africa*, p. 14.

18. *International Election Observation Mission (IEOM)*, p. 8.

19. *France24*, « Ivory Coast's high-stakes 2020 election raises old fears, new likely scenarios », 21 août 2020, <<https://www.france24.com/en/20200821-ivory-coast-s-high-stakes-2020-election-raises-old-fears-new-likely-scenarios>> (5 avril 2023).

20. *International Election Observation Mission (IEOM)*, p. 2.

TABLEAU 1 – Nombre d'événements, de décès et de blessés par type de violence électorale

<i>Type de violence</i>	<i>Nombre d'événements</i>	<i>Part des événements</i>	<i>Décès</i>	<i>Blessés</i>
Violence disruptive	193	66.1 %	4	46
Violence sporadique	88	30.1 %	78	587
Violence non classifiée	11	3.77 %	1	0
Total	292	100 %	83	633

Source : Données des auteurs.

position ne soient pas à l'origine de tous les événements, la campagne de désobéissance civile elle-même, ainsi que la réaction du gouvernement à la campagne, ont déclenché une violence prolongée, de faible intensité liée aux manifestations et aux attaques contre les institutions et le personnel électoraux.²¹ Une forme courante de violence électorale disruptive, par exemple, a été l'incendie criminel de bureaux de vote pendant la période précédant l'élection.²² Une dernière vague de violence disruptive a débuté le jour du scrutin et s'est poursuivie dans les semaines qui ont suivi, lorsque les jeunes de l'opposition ont tenté d'empêcher le vote en érigeant des barrages routiers dans les principales villes et ont contesté le résultat des élections par des manifestations violentes.²³

Les dynamiques spatiales de la violence électorale indiquent également que la candidature du président à un troisième mandat a été au cœur de la violence disruptive. La Figure 2 montre que les manifestations violentes, les actes de sabotage, de perturbation et d'intimidation liés aux élections ont eu lieu dans tout le sud de la Côte d'Ivoire, régions connues pour être des bastions de l'opposition. Sur les six régions observées où la situation sécuritaire a eu « un impact important sur le processus de vote et la participation des électeurs »,²⁴ toutes étaient des bastions connus de l'opposition. Par exemple, à Yamoussoukro, bastion du PDCI, les barrages routiers, les fusillades et l'intimidation par des jeunes locaux brandissant des machettes ont empêché l'ouverture de 77 % des bureaux de vote.²⁵ En revanche, presque

21. Banégas et Popineau, « The 2020 Ivorian elections and the “third-term” debate », p. 465.

22. *International Election Observation Mission (IEOM)*, p. 7.

23. *Ibid.*, p. 13.

24. *International Election Observation Mission (IEOM)*, p. 13.

25. *Ibid.*, p. 13.

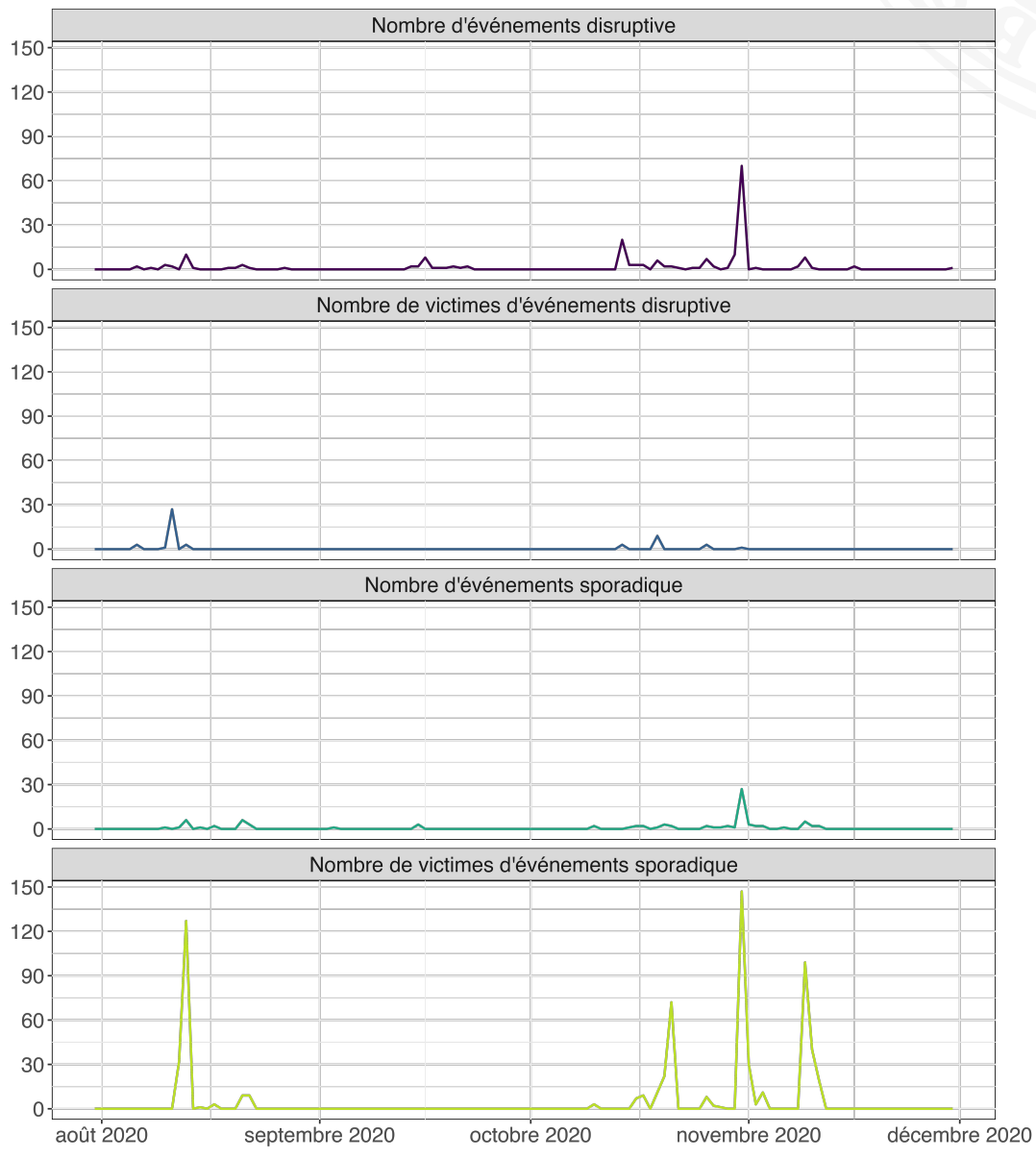
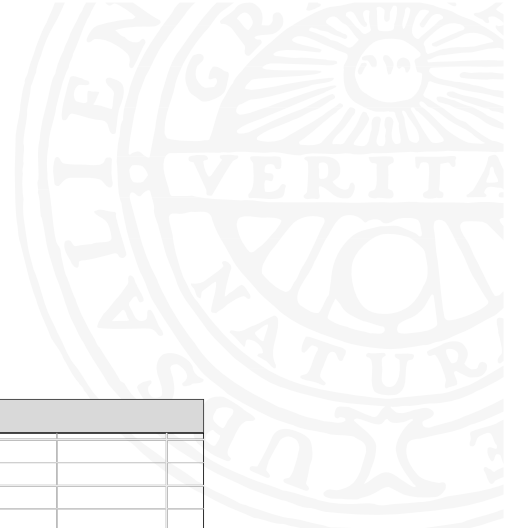


FIGURE 1 – Nombre d'événements de violence électorale et de victimes par type et par jour, 6 août-30 novembre 2020

aucune violence électorale disruptive n'a eu lieu dans le nord de la Côte d'Ivoire, régions plus fidèles au président Ouattara. Une exception notable a été Ferkessédougou, la ville natale de Guillaume Soro, ancien secrétaire général des Forces Nouvelles, où des partisans de l'exilé rebelle devenu politicien ont affronté la police à plusieurs reprises.

Une deuxième série d'événements violents était plus sporadique dans le sens où la violence était liée à la tension électorale générale et se produisait entre des camps politiques opposés, mais ne semblait pas avoir pour but de perturber le processus électoral ou d'influencer le résultat.²⁶ Nous avons considéré les événements violents comme sporadiques lorsque les rapports indiquaient que la violence était due à des tensions accrues plutôt qu'à un calcul stratégique, comme c'était le cas pour les événements décrits comme des affrontements, des attaques et l'intervention des forces de sécurité dans les manifestations. Une forme courante de violence électorale sporadique a été les affrontements intercommunautaires qui ont opposé les communautés autochtones (autoproclamées premiers arrivants) affiliées à l'opposition aux allochtones et communautés d'immigrants affiliés au gouvernement, le même clivage qui a été à l'origine de la crise postélectorale de 2011.²⁷ Un conflit intercommunal à Tiébissou, par exemple, a commencé lorsqu'une manifestation de l'opposition organisée par des jeunes Baoulé a dégénéré en affrontements avec des jeunes Malinké, faisant quatre morts et 27 blessés.²⁸ Contrairement à la violence électorale disruptive, la violence sporadique a fait de nombreuses victimes : alors que seulement 30 % des événements violents dans notre ensemble de données ont été codés comme sporadiques, ils représentent 94 % des décès enregistrés et 93 % des blessés (Tableau 1).

Contrairement à la violence électorale disruptive, la violence sporadique n'a pas toujours suivi des dynamiques temporelles et spatiales cohérentes avec le principal clivage politique national concernant la candidature du Président Ouattara à un troisième mandat. Les violences

26. Burchard, *Electoral violence in sub-Saharan Africa*, pp. 12–13.

27. Scott Straus, « "It's sheer horror here" : Patterns of violence during the first four months of Côte d'Ivoire's post-electoral crisis », *African Affairs* 110, 440 (2011), pp. 481–489. L'autochtonie fait référence à l'idée socialement (et souvent politiquement) construite d'être l'habitant originel d'une région particulière. En Côte d'Ivoire, le discours sur l'autochtonie est souvent associé aux droits fonciers et à la citoyenneté, et a joué un rôle clé dans la politique ivoirienne depuis l'introduction des élections multipartites. Pour en savoir plus, voir Ruth Marshall-Fratani, « The war of "who is who" : Autochthony, nationalism, and citizenship in the Ivorian crisis », *African Studies Review* 49, 2 (2006), pp. 9–44 ; Matthew I Mitchell, « Migration, citizenship and autochthony : Strategies and challenges for state-building in Côte d'Ivoire », *Journal of Contemporary African Studies* 30, 2, (2012), pp. 267–287.

28. « Rapport d'activité de l'unité spéciale d'enquête sur les événements survenus à l'occasion de l'élection du Président de la République du 31 Octobre 2020 » (Ministère de la Justice et des Droits de l'Homme, Abidjan, 2021), p. 29.

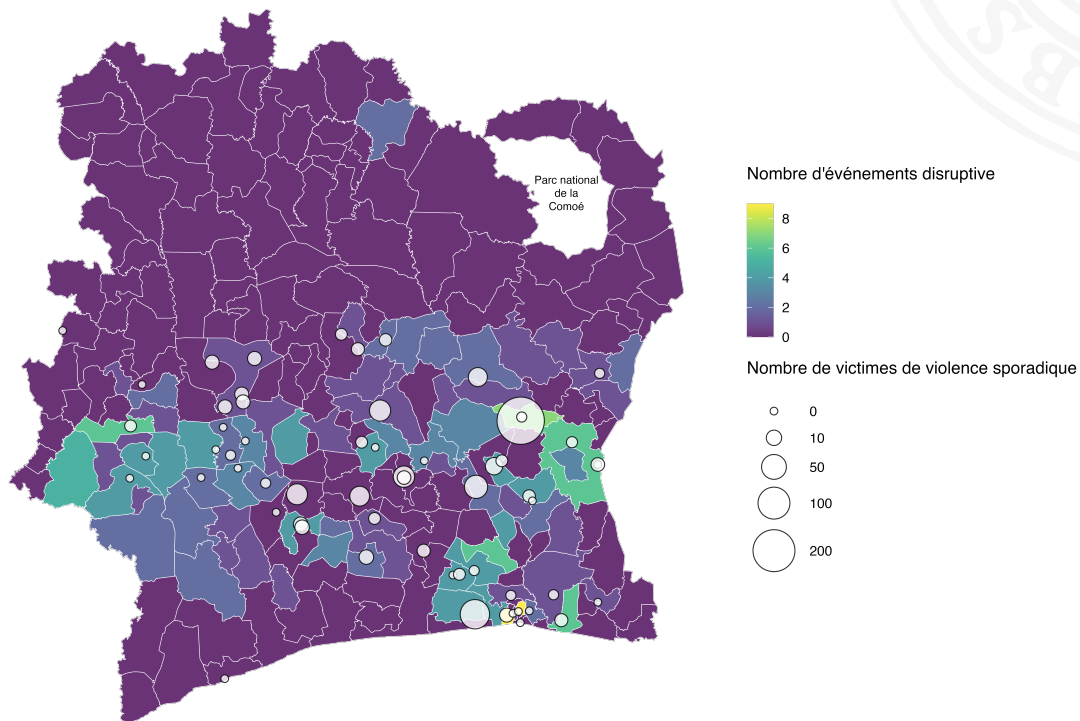


FIGURE 2 – Nombre d’incidents de violence électorale disruptive par circonscription électorale et nombre de victimes de violence sporadique par lieu, 6 août-30 novembre 2020

sporadiques – les affrontements intercommunautaires en particulier – ont été peu fréquentes, et quelques journées intensément violentes sont à l’origine de la plupart des victimes de violences sporadiques (Figure 1). D’une part, un examen plus approfondi des affrontements intercommunautaires spécifiques suggère que la violence intercommunautaire a souvent été déclenchée par des actes de violence disruptive, puis a dégénéré en affrontements avec des partisans du gouvernement et en représailles contre des personnes, des entreprises et des zones résidentielles. La violence intercommunale qui a divisé Toumodi, par exemple, s’est intensifiée lorsque des jeunes de l’opposition ont bloqué un bureau de vote dans le village de Toumodikro, provoquant des attaques réciproques contre des maisons, des entreprises et le marché central, faisant huit

morts et 24 blessés.²⁹ D'autre part, comme la plupart des manifestations de l'opposition et des actes de violence disruptive n'ont pas dégénéré en affrontements intercommunautaires, la campagne de désobéissance civile n'explique pas à elle seule cette violence.

Les dynamiques spatiales de la violence électorale sporadique confirment cette conclusion. Par rapport à la violence électorale disruptive, la violence sporadique s'est concentrée dans moins de localités et a été plus intense dans le centre et l'est (Figure 2). En fait, les dix localités les plus violentes représentent environ 83 % des personnes tuées ou blessées dans notre base de données. Ces points chauds étaient tous des petites villes d'une importance politique limitée, ce qui suggère que les rivalités entre élites n'avaient pas grand-chose à voir avec ces flambées de violence. Par exemple, alors que les affrontements intercommunautaires ont fait au moins 17 morts et quelque 64 blessés dans la petite ville de Dabou, des bastions de l'opposition politiquement et économiquement plus importants comme Daloa et Gagnoa n'ont connu qu'une violence intercommunautaire limitée. Ainsi, bien que la crise politique nationale ait constitué la toile de fond des conflits intercommunautaires, l'escalade de la violence intercommunautaire a été rare. Nous examinons ci-dessous les causes sous-jacentes et les déclencheurs immédiats de cette violence sporadique.

3 Les facteurs locaux de la violence électorale sporadique

Les violences intercommunautaires liées aux élections ont été sporadiques dans le sens où elles ont éclaté dans une situation électorale explosive où la moindre étincelle risquait de déclencher la violence. Un climat général de suspicion, de peur et parfois de haine a généré d'intenses dilemmes sécuritaires entre les communautés qui ont accentué et légitimé le besoin de violence préventive.³⁰ L'incapacité des forces de sécurité à résoudre les conflits locaux et à assurer un maintien de l'ordre efficace et impartial a exacerbé le besoin de violence préventive. Selon Human Rights Watch, les partisans du gouvernement et de l'opposition « ont déclaré que les forces de sécurité ne faisaient pas assez pour prévenir la violence et protéger les civils ». ³¹ Cette perception est largement répandue ; les données de l'Afrobaromètre de 2019/2021 indiquent que 47 % des Ivoiriens pensent que le gouvernement fait du mauvais travail dans la

29. Vincent Duhem, « Côte d'Ivoire : Pourquoi le Centre s'est embrasé », *Jeune Afrique*, 10 décembre 2020, <<https://www.jeuneafrique.com/1088322/politique/cote-divoire-pourquoi-le-centre-sest-embrase/>> (15 novembre 2022).

30. Entretien avec un groupe des diplomates internationaux, Abidjan, 11 novembre 2022.

31. *Human Rights Watch*, « Côte d'Ivoire : Post-election violence, repression », 2 décembre 2020, <<https://www.hrw.org/news/2020/12/02/cote-divoire-post-election-violence-repression>> (12 novembre 2022).

prévention ou la résolution des conflits violents.³² Un examen minutieux des pires violences intercommunautaires en 2020 révèle deux causes sous-jacentes et deux éléments déclencheurs de cette violence.

L'une des premières causes sous-jacentes de la violence intercommunale est la vengeance pour ce que les communautés autochtones perçoivent comme une décennie de favoritisme ethnique et de justice inégalitaire. Ce ressentiment a nourri une croyance largement répandue parmi les communautés autochtones selon laquelle « trop c'est trop », qui a débordé pendant la période électorale.³³ En outre, les griefs non résolus liés aux crimes commis pendant la guerre civile (2002-2011) et la crise post-électorale de 2011 divisent également les communautés locales selon des lignes similaires. L'expression « un match retour » – fréquemment utilisée par les personnes interrogées affiliées à l'opposition – illustre bien l'escalade des tensions intercommunautaires, car les participants voulaient se venger des méfaits du passé. Par exemple, les personnes interrogées ont noté que les événements tragiques de Dabou constituaient en partie une vengeance pour le meurtre d'une jeune fille pendant la crise post-électorale de 2011.³⁴

Les conflits locaux préexistants portant sur les terres, les ressources et les opportunités économiques constituent une deuxième cause sous-jacente de la violence intercommunautaire.³⁵ Les conflits fonciers qui remontent à l'expansion irrégulière de la frontière agricole dans les années 1960 et 1970 ont été une source de violence entre les périodes électorales et pendant les élections,³⁶ en particulier dans l'ouest de la Côte d'Ivoire.³⁷ Cependant, un développement inquiétant autour de l'élection de 2020 a été que les conflits locaux ont également dégénéré en violence sur d'autres questions, telles que la pêche, l'exploitation artisanale de l'or, les marchés et les droits des agriculteurs-éleveurs, ce qui suggère une fracture ethnopolitique

32. Calculs des auteurs basés sur les données de *Afrobarometer*, Round 8, 2019/2021, 9 juin 2022, <<https://www.afrobarometer.org/survey-resource/cote-divoire-round-8-data-2021>> (25 janvier 2023).

33. Vincent Duhem, « Côte d'Ivoire : Pourquoi le Centre s'est embrasé », *Jeune Afrique*, 10 décembre 2020, <<https://www.jeuneafrique.com/1088322/politique/cote-divoire-pourquoi-le-centre-sest-embrase/>> (15 novembre 2022).

34. Entretien avec un membre de la société civile, Dabou, 31 octobre 2022 ; entretien avec un guide religieux, Dabou, 2 novembre 2022.

35. Entretien avec un universitaire ivoirien, Abidjan, 18 octobre 2022 ; entretien avec Dr Hyacinthe Digbeugby Bley, Université Houphouët-Boigny, Abidjan, 9 novembre 2022.

36. Kathleen Klaus et Matthew I Mitchell, « Land grievances and the mobilization of electoral violence : Evidence from Côte d'Ivoire and Kenya », *Journal of Peace Research* 52, 2 (2015), pp. 622–635.

37. *Radio France*, « En Côte d'Ivoire, la “question foncière” pour comprendre les violences électorales », 3 novembre 2020, <<https://www.radiofrance.fr/franceculture/podcasts/les-enjeux-internationaux/en-cote-d-ivoire-la-question-fonciere-pour-comprendre-les-violences-electorales-3782972>> (5 novembre 2022).

croissante.³⁸ « Vous avez ces problèmes qui existent déjà », explique un universitaire ivoirien, « qui n'ont pas été résolus et qui sont exacerbés par la crise politique ». ³⁹ Les affrontements intercommunautaires entre les Adioukrou autochtones et les communautés allogènes à Dabou, par exemple, tournaient autour des droits de gestion du marché, de la concurrence dans le secteur des transports et de la propriété foncière. ⁴⁰ De même, à Toumodi, les conflits locaux entre agriculteurs baoulé et éleveurs malinké ont précédé les violences électorales. ⁴¹

Les conflits locaux préexistants étaient également visibles dans les zones spécifiques de la violence électorale. Les violences intercommunautaires de 2020 ont souvent donné lieu à des destructions de biens à grande échelle. Ces destructions n'étaient pas aléatoires, mais souvent liées au conflit sous-jacent et visaient les moyens de subsistance de la partie adverse. Les attaques contre la communauté Dioula, par exemple, se sont souvent concentrées sur les marchés et les entreprises, qui appartiennent généralement à des citoyens Dioula. ⁴² De plus, les attaques contre des entreprises ou des maisons spécifiques semblent parfois être le résultat d'un règlement de compte privé sous couvert de violence électorale. Par exemple, les destructions massives de biens qui ont accompagné les affrontements intercommunautaires à Divo les 21 et 22 août 2020 se sont déroulées « dans un contexte d'opposition politique et de différends communautaires entre autochtones dida et allogènes dioula » où certains « ont profité de la situation pour régler leurs comptes ». ⁴³

Un désir de vengeance et des conflits locaux portant sur des ressources rares, plutôt qu'une opposition politique à la candidature du président Ouattara à un troisième mandat, ont donc motivé une grande partie des violences intercommunautaires. Deux autres facteurs ont souvent servi de déclencheurs à la violence. Premièrement, les rumeurs, les fausses informations et la désinformation diffusées de bouche à oreille ou par le biais des médias sociaux ont joué un rôle essentiel dans le déclenchement et l'exacerbation de la violence électorale. Deux rumeurs étaient courantes : les rumeurs selon lesquelles un camp préparait ou avait déjà perpétré des

38. Entretien avec Souleymane Kouyaté, Université Houphouët-Boigny, Abidjan, 11 novembre 2022.

39. Entretien avec Dr Hyacinthe Digbeugby Bley, Université Houphouët-Boigny, Abidjan, 9 novembre 2022.

40. Entretien avec un guide religieux Dabou, 2 novembre 2022.

41. Entretien avec Dr Hyacinthe Digbeugby Bley, Université Houphouët-Boigny, Abidjan, 9 novembre 2022 ; *Agence Ivoirienne de Presse*, « Les principales causes de conflits agriculteurs-éleveurs et des recommandations présentées par le MIRAH », 8 octobre 2022, <<https://www.aip.ci/cote-divoire-aip-les-principales-causes-des-conflits-agriculteurs-eleveurs-et-des-recommandations-presentees-par-le-mirah/>> (12 novembre 2022).

42. Entretien avec Dr Hyacinthe Digbeugby Bley, Université Houphouët-Boigny, Abidjan, 9 novembre 2022.

43. Vincent Duhem, « Côte d'Ivoire : Divo pleure ses morts et craint de Nouvelles violences », *Jeune Afrique*, 29 août 2020, <<https://www.jeuneafrique.com/1036267/politique/cote-divoire-divo-pleure-ses-morts-et-craint-de-nouvelles-violences/>> (13 novembre 2022).

attaques contre l'autre camp, et les rumeurs selon lesquelles un camp recevait des fonds, des armes et un soutien de la part d'acteurs extérieurs. Ces rumeurs ont à leur tour exacerbé les tensions et encouragé la violence préventive.⁴⁴ Les violences intercommunautaires à Dabou, par exemple, ont éclaté lorsque des rumeurs sur les médias sociaux ont suggéré que l'autre communauté stockait des armes et préparait des attaques.⁴⁵ Les chefs Adioukrou et Dioula impliqués dans les violences ont tous déclaré avoir agi en légitime défense pour éviter ce qu'ils percevaient comme des attaques imminentes de la part de la partie adverse.⁴⁶ De même, les observateurs ont cité les rumeurs, la désinformation et les menaces politiques comme l'une des principales raisons pour lesquelles une marche de l'opposition à Divo a dégénéré en affrontements intercommunautaires qui ont fait sept morts.⁴⁷ Les rumeurs et les fausses nouvelles ont également contribué à la diffusion de la violence d'une région à l'autre, par exemple après les rapports exagérés de « violence génocidaire » à M'Batto, qui ont « presque certainement contribué à la violence ethnique ailleurs en Côte d'Ivoire ».⁴⁸

Un examen plus approfondi des zones qui ont évité les violences électorales sporadiques permet de mieux comprendre le rôle important des rumeurs et des fausses nouvelles. Contrairement aux communes d'Abidjan comme Cocody et Yopougon, presque aucune violence n'a eu lieu à Koumassi, un foyer de violence pendant la crise post-électorale de 2011.⁴⁹ Depuis 2011, les leaders de la jeunesse, dont certains représentent d'anciens groupes d'autodéfense, se sont réunis dans le cadre d'un pacte verbal de non-agression afin de prévenir la violence politique dans la commune. Les leaders de la jeunesse, toutes tendances politiques confondues, ont déclaré que ce pacte, formalisé par une *Charte de l'Amitié et de la Fraternité* écrite après

44. Entretien avec Lassima Sermé, journaliste, Ivoire Check, Abidjan, 7 novembre 2022.

45. « Rapport d'activité de l'unité spéciale d'enquête », p. 32.

46. Entretien avec un leader de la communauté malinké, Dabou, 1 novembre 2022 ; Entretien avec un leader de la communauté adioukrou, Dabou, 1 novembre 2022.

47. *Amnesty International*, « Côte d'Ivoire : Les violences et la répression des voix dissidentes augmentent à l'approche de l'élection présidentielle », 28 août 2020, <<https://www.amnesty.org/fr/latest/press-release/2020/08/cote-divoire-les-violences-des-voix-dissidentes-augmentent-a-lapproche-de-lelection/>> (13 novembre 2022).

48. Jessica Moody, « The genocide that never was and the rise of fake news in Côte d'Ivoire », *African Arguments*, 21 janvier 2022, <<https://africanarguments.org/2022/01/the-genocide-that-never-was-and-the-rise-of-fake-news-in-cote-divoire/>> (1 novembre 2022).

49. Straus, « "It's sheer horror here" », p. 484.

les élections,⁵⁰ a permis d'éviter que les divisions politiques ne dégénèrent en violence.⁵¹ L'un des éléments clés du pacte de non-agression est le partage d'informations entre les jeunes leaders au-delà du clivage politique, ainsi que l'enquête et le désamorçage des rumeurs.⁵² Par exemple, les jeunes leaders ont contribué à éviter qu'un différend entre chauffeurs de taxi wôrô-wôrô rivaux ne soit politisé avant l'élection présidentielle de 2020.⁵³

Deuxièmement, les conflits intercommunautaires se sont intensifiés parce que les élites politiques ont intentionnellement manipulé les communautés locales pour déclencher la violence, soit en diffusant des informations erronées, soit en engageant des acteurs de violence pour allumer l'étincelle.⁵⁴ Si les fausses informations sans intention malveillante se sont souvent répandues parce que les journalistes ont utilisé de mauvaises pratiques de vérification des faits, les récits ou les faits manipulés ont généralement été diffusés par des politiciens de tous bords pour exagérer la violence des forces de sécurité ou discréditer la campagne de désobéissance civile.⁵⁵ Les élites politiques étant fortement incitées à brouiller les pistes, les preuves évidentes de manipulation politique sont rares. Néanmoins, les journalistes et les procureurs ont découvert plusieurs exemples de manipulation politique. Un rapport d'enquête spécial du gouvernement documente et accuse plusieurs politiciens de l'opposition, y compris le chef de cabinet de Bédié, Narcisse N'Dri, de galvaniser les discours de haine et d'armer les jeunes pour « faire échec à la tenue des élections présidentielles et surtout accentuer le climat de terreur ». ⁵⁶ De même, des journalistes d'investigation ont trouvé des preuves d'une manipulation similaire à Yamoussoukro, où des politiciens locaux auraient été impliqués dans la propagation des rumeurs qui ont provoqué des affrontements intercommunautaires qui ont tué quatre personnes. ⁵⁷ Les experts interrogés ont également fourni des preuves que des politiciens affiliés au gouvernement ont utilisé des tactiques similaires pour entraver la campagne de désobéissance civile et déclencher la violence.

50. Eddy Bibi, « Paix et cohésion sociale : Les jeunes de Koumassi signent une charte de l'amitié et de la fraternité », *L'Infodrome*, 1 juillet 2021, <<https://www.linfodrome.com/sujet-du-jour/68334-paix-et-cohesion-sociale-les-jeunes-de-koumassi-signent-une-charte-de-l-amitie-et-de-la-fraternite>> (26 Octobre 2022)

51. Entretien avec un leader de jeunes, Koumassi, 26 octobre 2022 ; entretien avec un leader de jeunes, Koumassi, 9 novembre 2022.

52. Article 3 et 4 du Charte. Documenté par les auteurs le 26 octobre 2022.

53. Entretien avec Fanhana Bamba, National Democratic Institute, Abidjan, 7 novembre 2022.

54. Entretien avec un universitaire ivoirien, Abidjan, 18 octobre 2022.

55. Entretien avec Lassima Sermé, journaliste, Ivoire Check, Abidjan, 7 novembre 2022.

56. « Rapport d'activité de l'unité spéciale d'enquête », p. 43.

57. « Rapport d'activité de l'unité spéciale d'enquête », p. 27 ; Vincent Duhem, « Côte d'Ivoire : Pourquoi le Centre s'est embrasé », *Jeune Afrique*, 10 décembre 2020, <<https://www.jeuneafrique.com/1088322/politique/cote-divoire-pourquoi-le-centre-sest-embrase/>> (15 novembre 2022).

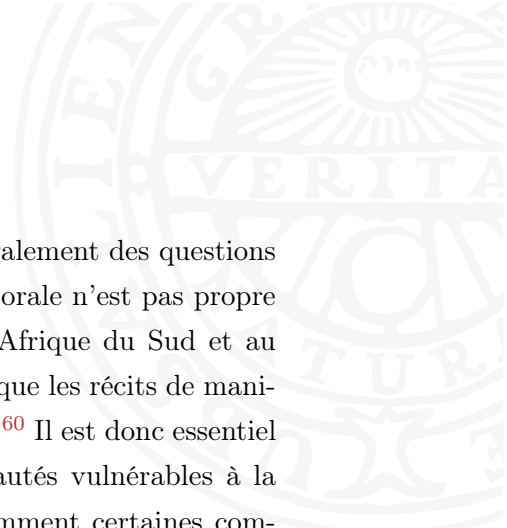
4 Perspectives d'élections pacifiques

La crise du troisième mandat démontre que les scrutins violents restent un problème persistant en Côte d'Ivoire, malgré les efforts considérables déployés par la communauté internationale pour renforcer la société civile et consolider la démocratie. Parallèlement au retour de figures politiques polarisantes comme Laurent Gbagbo et Charles Blé Goudé, cette persistance est de mauvais augure pour les prochaines élections locales de 2023 et l'élection présidentielle de 2025. En fait, toutes les personnes interrogées ont exprimé de sérieuses inquiétudes quant à la possibilité que les prochaines élections soient entachées de violence. Bien que les principaux acteurs aient fait preuve d'une certaine retenue pendant la crise du troisième mandat et aient ainsi évité une répétition complète de la crise post-électorale de 2011, rien ne garantit qu'ils feront preuve de la même retenue au cas où la prochaine élection présidentielle remettrait en cause l'emprise du président Ouattara sur le pouvoir ou menacerait la marginalisation permanente de l'opposition.⁵⁸ Il sera donc important de résoudre les désaccords de longue date sur les règles et procédures électorales, notamment en ce qui concerne la composition de la Commission électorale indépendante, afin d'éviter de nouvelles flambées de violence électorale.⁵⁹

Parallèlement aux développements nationaux, nos résultats démontrent que la violence électorale en Côte d'Ivoire n'est pas toujours le fait de divisions nationales. Au contraire, les conditions locales sont essentielles pour comprendre pourquoi et comment la violence électorale de faible intensité dégénère en affrontements intercommunautaires. Les décideurs politiques soucieux de prévenir de nouvelles violences électorales devraient donc prendre note du fait que le dialogue national à lui seul n'est pas en mesure d'endiguer toutes les violences. Les alliances politiques changent rapidement en Côte d'Ivoire, ce qui signifie que l'anticipation de la violence électorale future dépend en partie de la capacité à dépasser le clivage politique national pour identifier les points chauds potentiels sur la base des facteurs de risque locaux. Plusieurs personnes interrogées ont par exemple admis avoir sous-estimé le risque de violence électorale dans le centre et l'est de la Côte d'Ivoire parce qu'elles se focalisaient sur le processus politique national et en savaient trop peu sur les conditions locales dans le centre et l'est. Cet article suggère que la prévention de futures flambées de violence électorale dépend également de la résolution des conflits interpersonnels et intercommunautaires, et du désamorçage rapide des rumeurs et de la désinformation.

58. Entretien avec un leader de jeunes de FPI, Abidjan, 4 novembre 2022.

59. Entretien avec un groupe des diplomates internationaux, Abidjan, 11 novembre 2022 ; entretien avec un groupe de professionnels du développement, Abidjan, 14 novembre 2022.



La dernière vague de violence électorale en Côte d’Ivoire soulève également des questions analytiques. Le lien entre la manipulation politique et la violence électorale n’est pas propre à la Côte d’Ivoire et a été documenté lors d’élections au Kenya, en Afrique du Sud et au Zimbabwe. Cependant, les observateurs doivent également reconnaître que les récits de manipulation politique servent à esquiver les responsabilités au niveau local.⁶⁰ Il est donc essentiel de mieux comprendre les conditions locales qui rendent les communautés vulnérables à la manipulation politique et d’étudier systématiquement pourquoi et comment certaines communautés résistent aux efforts de l’élite pour susciter la violence. La crise du troisième mandat en Côte d’Ivoire montre que les acteurs qui provoquent la violence électorale sont rarement les mêmes que ceux qui la perpètrent. Pour comprendre la relation entre les instigateurs nationaux et les auteurs locaux, les analystes ne doivent pas se contenter de considérer les communautés locales comme des victimes, mais doivent étudier l’action des élites et des citoyens dans le cadre de la violence électorale. En outre, cette observation souligne la nécessité de mener davantage de recherches sur la manière dont la violence électorale s’intensifie afin de mieux comprendre pourquoi certaines communautés subissent une violence grave alors que d’autres parviennent à éviter la catastrophe.

Remerciements

Les auteurs remercient Gudlaug Olafsdottir, Kristine Höglund, trois réviseurs anonymes et les éditeurs pour leurs commentaires utiles, ainsi que Frédéric Adou pour son excellente assistance à la recherche. Les auteurs sont également redevables aux nombreux experts ivoiriens qui ont partagé leurs points de vue et leurs idées. La recherche a été financée par le Conseil suédois de la recherche scientifique (VR 2020-00914).

60. Entretien avec un groupe de professionnels du développement, Abidjan, 14 novembre 2022.